Économie politique des associations. Transformations des organisations de l'économie sociale et solidaire

Note de lecture Recma 357, 2020

Anne Le Roy et Emmanuelle Puissant (dir.), François-Xavier Devetter, Sylvain Vatan, coll. « Ouvertures économiques », De Boeck supérieur, 2019, 264 pages

Cet ouvrage est le fruit du travail de quatre enseignants-chercheurs ayant mené des études appliquées, ensemble ou séparément, dans le champ associatif et particulièrement dans les secteurs du care autrement dit du « prendre soin » (petite enfance, personnes âgées ...). Il est présenté comme un manuel à destination des étudiants de master et des futurs dirigeants associatifs. Son objectif est, d'une part, de proposer des éclairages sur les différentes dimensions du monde associatif aujourd'hui et, d'autre part, sur la manière dont les associations interrogent le contexte socio-économique dans lequel elles sont implantées. L'ouvrage est divisé en sept chapitres autonomes présentant de façon relativement synthétique les principaux enjeux auxquels font face les associations aujourd'hui. L'écriture est agréable et le propos pédagogique. Solidement référencé, mais sans outrance, l'ouvrage est intelligemment construit. Nous rappelons ici le contenu de chacun des chapitres, en soulignant parfois leurs limites. Le premier chapitre, à dimension historique, s'articule autour de la raison d'être des associations, groupements de personnes et formes d'innovation pour répondre aux besoins. Le deuxième chapitre porte sur les associations en tant que systèmes d'acteurs complexes et sur les spécificités associatives : il s'agit d'analyser et de comprendre un certain nombre d'évolutions du secteur susceptibles de remettre en question ces spécificités.

Le troisième chapitre aborde le lien entre associations et politiques publiques, et pointe la manière dont celles-ci affectent celles-là. Une illustration des transformations des priorités politiques est donnée à partir de la politique de scolarisation des enfants en situation de handicap. On regrette cependant que cette illustration soit un peu descriptive, contrairement à celle concernant l'aide à domicile. Le quatrième chapitre porte sur le travail et l'emploi dans le monde associatif et les spécificités qu'ils peuvent comporter, et la manière de les comprendre. Le cinquième chapitre aborde les associations comme outils de professionnalisation du travail féminin, sachant que les femmes sont majoritaires dans

l'emploi associatif, et pointe le caractère ambivalent des associations relativement à la reconnaissance du travail des femmes.

Le sixième chapitre porte sur l'évaluation des associations, thème qui n'a cessé de prendre de l'ampleur ces dernières années, étant donné le rôle des évaluations dans le financement des associations ; comment caractériser ces évaluations et quelles sont leurs limites ? On s'étonne que, dans ce chapitre, rien n'ait été dit sur l'utilité sociale et sur les analyses en termes d'impact. L'une comme les autres continuent pourtant d'affecter les associations.

Le septième chapitre met l'accent sur l'aide à domicile, un des secteurs emblématiques de l'ESS, bien connu des auteurs, et interroge le fait de savoir si les associations sont solubles dans le marché à partir de l'analyse de la contradiction entre logique marchande et projet politique. Les pages consacrées à l'évolution de la tarification sont très intéressantes, notamment celles concernant le passage de la tarification subventionnelle à la tarification marchande.

La conclusion revient sur la question « que reste-t-il de l'économie politique des associations ? » dans un bouclage partiel avec le chapitre introductif. Elle ouvre quelques pistes sur la diversité associative, en lien avec les « catégories » de Danièle Demoustier, et s'efforce d'interroger, mais de façon un peu décevante, le processus de dépolitisation.

Quelques points auraient mérité d'être justifiés : par exemple, le choix de ne s'intéresser qu'aux associations employeuses, qui laisse de côté 90 % des associations, aurait pu être rappelé et discuté. D'autres points auraient pu être réduits, notamment l'argumentaire sur les limites de l'approche standard ou encore ce que les auteurs appellent « *l'économie politique des associations* », qui plombent un peu le chapitre introductif. On perçoit leur plaisir d'écriture, mais il n'est pas sûr que les lecteurs s'y retrouvent. Un parti pris identique mais moins militant aurait permis de mieux valoriser la cohérence des chapitres, la connaissance de la complexité du réel et l'encastrement des organisations associatives. En bref, il n'est pas sûr que le titre choisi, *Économie politique des associations*, soit le meilleur. Qu'il n'empêche cependant pas de lire un ouvrage qui reste, pour la plupart de ses chapitres, d'une très bonne facture.

Nadine Richez-Battesti